

BUREAUX : RUE NAZIN, 1

ABONNEMENTS : ROUBAIX-TOURCOING : Trois mois, 12 fr. ; six mois, 23 fr. ; Un an, 44 fr. LE NORD DE LA FRANCE : Trois mois, 14 fr. ; six mois, 27 fr. ; Un an, 51 fr. — L'abonnement continue, sauf avis contraire.

ANNONCES : 20 centimes la ligne RECLAMES : 25 centimes — On traite à forfait.

JOURNAL DE ROUBAIX

MONITEUR POLITIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL DU NORD

Heures de départ des trains : Roubaix à Lille, 5 15, 7 02, 8 17, 9 47, 11 37, m., 12 24, 1 56, 3 39, 5 14, 6 57, 8 32, 9 33, 11 11, s. Roubaix à Tourcoing-Mouscron, 5 41, 7 15, 8 45, 10 17, 11 23, m., 1 19, 3 49, 5 58, 8 38, 9 45, 11 23, s. Lille à Roubaix, 5 30, 6 55, 8 25, 9 55, 11 05, 12 57, 3 28, 4 40, 5 20, 6 55, 7 55, 9 05, 11 15. Tourcoing à Roubaix et Lille, 5 05, 6 30, 8 05, 9 41, 11 23, 12 15, 1 47, 3 37, 5 02, 6 06, 7 21, 8 23, 9 24, 11 02. Mouscron à Lille, 6 35, 7 50, 9 22, 11 10, 11 57, 3 13, 4 25, 4 59, 7 28, 8 53.

BOURSE DE PARIS	
DU 24 JANVIER	
3 0/0	83 20
4 1/2	83 85
Emprunt 1872 (5 0/0)	93 30
Emprunt 1874	93 30
DU 26 JANVIER	
3 0/0	83 20
4 1/2	84 50
Emprunt 1872 (5 0/0)	93 40
Emprunt 1874	93 40

ROUBAIX, 26 JANVIER 1874

BULLETIN DU JOUR

Les divers organes de la presse ne peuvent s'empêcher d'entretenir encore leurs lecteurs des agissements du cabinet de Berlin. Le *Français* dit que le gouvernement de l'empire allemand a le droit de déférer aux tribunaux français les faits qui lui paraissent rentrer dans la qualification des délits prévus par la loi pénale, et par lesquels il se croirait atteint. C'est un droit qui appartient à toutes les puissances. La *Gazette de l'Allemagne du Nord* donne à entendre que le gouvernement allemand aurait la pensée de recourir de nouveau à cette procédure. On comprendra les motifs qui nous imposent de ne mêler aucune réflexion à ces renseignements. Nous ne les donnons que pour faire comprendre le sens de l'article de la *Gazette de l'Allemagne du Nord* dont nous avons parlé hier.

La télégraphie Havas confirme la prise de Portugaleta par les carlistes, ce qui permet de considérer comme très-prochaine la chute de Bilbao, qui se trouve maintenant complètement bloqué.

Il a fallu l'observance scrupuleuse des principes constitutionnels, dont s'honorait justement les hommes d'Etat anglais, pour déterminer le cabinet Gladstone à dévancer l'heure des élections générales. L'agitation électorale sera des plus intenses. Tandis que dans les comtés anglais, de même qu'à Londres, la question de l'extension des franchises électorales aux populations rurales jouera un grand rôle et que, dans l'Ecosse pratique, les questions matérielles primeront les questions politiques, le mouvement du *home rule* va s'affirmer en Irlande avec une force irrésistible. Les neuf dixièmes des élus irlandais entreront au nouveau Parlement avec le mandat impératif de réclamer envers et contre tous et à toute occasion l'autonomie politique et administrative de l'Irlande.

Nous doutons qu'ils arrivent à leurs fins : l'autonomie parlementaire et administrative serait le premier pas décisif fait vers la sécession, car bien moins encore que l'Autriche a pu se concilier le Hongrois, l'Angleterre est parvenue à faire de l'Irlandais un Anglais. Si un homme d'Etat eût pu combler l'abîme entre les deux races, M. Gladstone aurait obtenu cette victoire. Les Irlandais lui doivent le redressement des griefs séculaires ; il leur a sacrifié jusqu'à sa popularité. Eh bien, les concessions qu'on leur a faites n'ont eu d'autre résultat que d'accélérer le mouvement *home rule*, qui est loin d'avoir dit son dernier mot.

Un journal hebdomadaire de Bruxelles, *La Paix*, qui a pour rédacteur en chef l'un des hommes les plus distingués de la Belgique, M. le représentant Coomans, vient de publier un article dans lequel il apprécie avec une grande hauteur de vues la situation actuelle de la France vis-à-vis de la Prusse. Ce jugement, porté par un étranger, mérite d'être connu. Voici l'article de *La Paix* :

Il ne faut pas être doué d'une perspicacité politique bien profonde pour voir que dès à présent les chefs de l'Empire germanique ont pour but « l'abolition de la Papauté » selon l'aveu familier qu'en fit naguère le principal d'entr'eux à des convives amis. Tous leurs actes et parfois leur langage prouvent que telle est leur pensée intime, laquelle d'ailleurs peut seule fournir une explication rationnelle du mouvement hostile organisé contre la France dans les régions de la diplomatie et de la presse. L'impulsion est si générale et les effets en sont si concordants qu'on y discerne sans peine un programme bien mûri et un mot d'ordre rigoureusement donné. Le journalisme libéral de tous les pays en est pénétré comme par instinct, aussi agit-il avec cette discipline sévère et avec cette passion cruelle qu'il déploie dans toutes les luttes où il s'engage contre l'élément religieux, base première et dernière de l'ordre social. Nous ne connaissons pas de spectacle plus instructif et plus triste à la fois que cet enrôlement universel de la presse libérale, celle de France y comprise, sous le drapeau de l'hégémonie despotique et intolérante de la Prusse et de ses tributaires. Il y a là une transformation essentielle du libéralisme ; quelles qu'en soient les conséquences finales, elles seront énormes et fixeront pour longtemps les destinées de l'Europe.

Le concours du gouvernement italien est une condition capitale du succès du plan que nous venons de caractériser en termes sommaires. Pour l'obtenir aussi efficace et aussi général que possible, on carresse les ambitions monarchiques et nationales des unitaristes régnants, et les passions révolutionnaires et haineuses des ennemis de l'Eglise. On laisse entrevoir aux premiers la « restitution » de la Savoie et du comté de Nice ainsi que l'annexion du Tyrol et de Trieste, — et aux seconds la ruine du Vatican. C'en est assez pour rendre populaire parmi les vainqueurs de Rome la politique prussienne, continuation immensément développée de l'œuvre de Gustave-Adolphe et de Frédéric II.

A ce point de vue, détestable mais vrai, on comprend la conduite du gouvernement de Victor-Emmanuel et celle de ses indispensables alliés de l'extrême gauche ; mais ce qui ne se conçoit point, ce qui nous cause une surprise douloureuse, c'est la complicité de l'Autriche, qui en sera la principale victime, c'est la complicité plus monstrueuse encore du libéralisme français. La plupart de ses organes dans la presse et à l'Assemblée sont-ils réellement assez aveugles pour ne pas voir qu'en soutenant la cause anti-catholique en Allemagne et en Italie, ils achèvent d'abaïsser la France sous les fourches caudines plantées par la Prusse ? S'ils n'ont pas cet étonnant lamento, ils sont les plus grands coupables qui aient jamais compromis leur patrie.

Intérêts religieux à part, nous ne parvenons à expliquer que par une haine étourdie, l'appui moral que les libéraux belges prêtent à la coalition italo-prussienne contre nos malheureux voisins du midi. Si la

France était traitée et définitivement égarée, si elle était livrée à toutes les influences réactionnaires, essayaient le même système ils aiment à le prévoir, si M. Bismarck avait, dans un sens opposé, la domination de Bonaparte I, quel profit en retirerait l'honneur, le bien-être, l'indépendance de la Belgique ? Nous sommes ardemment curieux de savoir quelle réponse sérieuse nous offrirait habituellement pour faire à cette question. Pour nous elle est résolue dans la, dans le plus pessimisme ; le triomphe de la politique prussienne sera la perte de notre personnalité, qui ne se fonde que sur l'équilibre des deux grands Etats que nous séparent.

M. L. Hymans démontre exactement, nous paraît-il, les aspirations de nos libéraux dans « la crise » où ils s'efforcent de jouer le rôle le plus efficace possible. Nous les copions littéralement si pour l'instruction des logiciens de bonne volonté :

« La lutte de l'esprit moderne et de la papauté, qui a la prétention de diriger les consciences dans le monde entier, étant la question vitale de l'époque, et des esprits éminents étant persuadés qu'après la mort de Pie IX la mission de la papauté sera terminée, il est naturel que l'hôte actuel du Vatican ait tenté un suprême effort pour perpétuer la tradition des siècles, et que, d'autre part, des puissances libérales, comme l'Allemagne et l'Italie, qui entraineront fatalement dans leur action l'Autriche et la Suisse, se préparent à livrer un combat décisif. »

Ce langage résume bien celui du libéralisme germanique et équivalent, on n'en saurait disconvenir, au mot odieux que nous reproduisons tantôt : « il faut abolir la Papauté. »

Citons encore ce passage :

« Les trois derniers papes ont tous été des libéraux dans leur temps, et tous les trois sont devenus les apôtres de l'intolérance. Le vicairé actuel de Jésus-Christ a donc pris une précaution superflue en tâchant d'empêcher que son successeur fût imbu de l'esprit du siècle et disposé à se réconcilier avec la liberté et le progrès. »

Concluons net, avec nos ennemis eux-mêmes, que la liberté ne fut jamais qu'un masque dont le libéralisme se couvrait pour pratiquer un jour le despotisme contre le christianisme.

La faiblesse de la France devant la Prusse et l'Italie coalisées provient moins peut-être de l'insuffisance comparative de ses armées que du concours moral qu'une grande partie de ses enfants prêtent à ses ennemis. La moitié de la presse parisienne et un gros tiers de l'Assemblée nationale sont acquies à la politique de M. Bismarck et de ses alliés intimes. On dit que les mêmes sentiments existent, dans les mêmes proportions, au sein de l'armée, en sorte que M. Mac-Mahon et ses ministres n'ont qu'à baisser prudemment la tête sous les exigences de Berlin et de Rome. Comment refuser au vainqueur d'hier, qui aspire à compléter demain sa victoire, une circulaire contre les évêques, la suppression de l'*Univers* et bientôt l'expulsion de l'*Orléanois*, lorsque tant de Français, influents et gênants, parce qu'ils sont criards et audacieux, trouvent parfaitement bonne et légitime la guerre faite au Pape et à tout son clergé d'Europe ? La passion anti-religieuse l'emporte sur toute autre, même sur celle du patriotisme le plus surexcité, et l'on voit les partisans de la lutte à outrance, M. Gambetta et ses aides, applaudir sans réserve à tous les sacrifices imposés à la France catholique par les cruautés diplomatiques qui, après l'avoir abattue, veulent la déshonorer. Si le gouvernement de M. Mac-Mahon résistait, il aurait bientôt à guerroyer non-seulement

du côté de Metz et de Nice contre des envahisseurs impitoyables, mais encore et avec plus de danger sans doute, à Paris, à Lyon et à Marseille contre les émeutiers progressistes. Il le sent, il le sait, il l'ignore pas que M. Bismarck en est mieux informé encore, et de la les défaillances pénibles, mais excusables, du moins forcées, auxquelles nous le voyons se résigner. Aucune des manœuvres militaires des triomphateurs de 1870 et 1871 n'a été aussi habile et ne sera plus mortelle à la France que ne l'est à cette heure l'appui qu'ils se sont ménagé, au cœur de ce pays, parmi les administrateurs des ministères puniques qui ont juré la destruction de la Papauté. Dépourvu de la force que le catholicisme lui donnait en face des Prussiens libres-penseurs et des Italiens apostats, la France ne peut plus agir ni parler avec dignité, et nous n'aurons pas le courage cruel et inutile de lui donner des conseils qu'elle n'est pas en état de suivre.

LETRE DE VERSAILLES

Versailles, 25 janvier 1874.

Je n'ai que bien peu de chose à vous envoyer aujourd'hui.

Hier, dans la journée, le bruit se répandit dans les couloirs de l'Assemblée que l'*Union* devait le soir même publier une lettre de M. le comte de Chambord à M. Laurentie. On ignorait encore le caractère de cette lettre, et je dois le dire, une certaine émotion régnait parmi les membres de la majorité.

Vous connaissez maintenant ce témoignage d'affection envoyé par le prince au vieux serviteur de la cause royaliste. Rien de plus touchant. Sans prononcer presque un mot de politique M. le comte de Chambord en fait pourtant, et de très-haute. Les causes de notre mal social y sont bien indiquées, le remède aussi.

On pouvait croire à des paroles de découragement et l'on trouve, en définitive, un nouveau cri d'espérance.

Je ne transcris pas la lettre, que vous trouverez partout. Mais, je crois qu'hier soir il n'a pas dû rester, dans les kiosques, un grand nombre de numéros de l'*Union*.

D'autres inquiétudes tourmentaient encore les membres de l'Assemblée. Malgré les déclarations du ministre des affaires étrangères, des bruits mauvais continuaient à circuler sur nos relations extérieures. On lisait et commentait certains articles de journaux étrangers d'une bienveillance douteuse à notre égard.

On ne rechercha point, au reste, si d'autres feuilles étrangères nous témoignaient des sentiments meilleurs. Il ne venait à la pensée de personne d'opposer, par exemple un article très-favorable du *Morning-Post* aux fantaisies du *Daily News*. Enfin, l'inquiétude était telle chez quelques députés, qu'ils résolurent de chercher aussitôt des éclaircissements auprès de M. le duc Decazes. Ils en sont revenus absolument rassurés.

On parlait beaucoup aussi de la scission qui s'accroît chaque jour davantage au sein du parti bonapartiste. Vous connaissez, sans doute, la lettre écrite par le prince Jérôme Napoléon à un journal de la Charente-Inférieure appelé la *Volonté nationale*. On le traite de prince démagogue ; il accepte absolument ce titre et indique, sans laisser à ce sujet la moindre illusion à personne, de quelle manière il en comprendrait les obligations. Il se défend mollement, très-mollement de certaines ambitions qu'on lui prête.

C'est à propos de cette lettre que l'autre soir une scène des plus vives a eu lieu chez le prince Napoléon entre S. A. et M. Galloni d'Istria, l'un des plus ardents députés bonapartistes. La rupture est complète. Mais

le fait le plus considérable est celui-ci : Tous les bonapartistes qui ont eu connaissance de l'incident se sont fait inscrire chez M. Galloni d'Istria. Et deux journaux du parti, le *Gaulois* et le *Pays*, ont approuvé hautement la conduite du député. L'*Ordre* n'a rien dit jusqu'à présent.

M. Rouher, du reste, fort malmené par les partisans du prince, est, à ce qu'on assure, résolu à maintenir et à accentuer encore la rupture.

La commission nommée hier dans les bureaux pour examiner le projet de loi relatif à la liquidation de l'ancienne liste civile, est, dit-on, hostile au projet. Cependant j'ai entendu dire aussi que, même les commissaires de la gauche ne s'opposeraient pas à l'arrangement préparé.

Enfin on assure que le travail sur les maires des grandes villes est des plus avancés, et que, si on l'ajourne à la fin de la semaine, que je n'ai pas encore reçu, du moins à l'*Officiel* de demain, paraîtra une première liste de maires qui ne comprendra pas moins de 250 à 300 nominations.

Le projet de loi que prépare le ministre de la justice sur la réorganisation du conseil d'Etat, doit être déposé mardi ou mercredi prochain.

BULLETIN COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

L'impôt sur les tissus

Nous croyions l'impôt sur les tissus définitivement condamné et nous ne comptions guère qu'il renaitrait de ses cendres. Mais nous avions compté sans M. Clapier qui, dès le début, l'avait pris sous sa haute protection et qui en appelle aujourd'hui devant la Chambre, de la condamnation si légitime dont cet impôt a été l'objet.

Dans la séance du 13 janvier il a déposé un long rapport dont nous n'extrayons que les passages intéressants à notre industrie, suivi d'un projet de loi que nous reproduisons *in extenso*. Nous espérons que l'Assemblée nationale rejettera cette fois, d'une manière définitive, un impôt qui serait, non-seulement funeste pour toutes les industries textiles, mais dont la perception serait inquisitoriale et fort difficile.

Voici le rapport de M. Clapier :

Ce qui gêne le commerce ne gêne pas toujours le commerce.

(Montesquieu, *Esprit des lois*, liv. 20, chap. 12.)

EXPOSÉ DES MOTIFS

Dans la séance du 3 juillet 1873 du conseil supérieur du commerce, de l'agriculture et de l'industrie, le rapporteur de la section du commerce, M. Chesnelong, s'exprimait ainsi : « Il ne s'est pas élevé de contestation sur le principe d'un droit sur les tissus ; le tissu, c'est le vêtement, c'est l'ameublement, c'est la consommation qui s'accroît avec la richesse ; or, à côté de tous les impôts divers qui pèsent déjà sur les consommations alimentaires, il semble naturel d'atteindre celle qui est la mesure la plus exacte des situations comparatives et qui offre par conséquent la meilleure garantie d'une équitable proportionnalité. A cet égard il y a eu unanimité dans la commission, et les adversaires les plus résolus de cet impôt, en le combattant comme inapplicable, ont loyalement reconnu qu'il n'en saurait exister de plus juste. »

Sur cette déclaration, le conseil supérieur, sur la proposition de M. Kolb-Bernard, a voté la résolution suivante : « Le conseil, adoptant en principe l'impôt proposé sur les

Feuilleton du Journal de Roubaix DU 27 JANVIER 1874

MARI DE LAURENCE

Par M^{lle} Claire de CHANDENEUX PREMIÈRE PARTIE

Résumé.

Je vis s'avancer un homme de quarante ans environ, petit et gros, dont les yeux éraillés, la figure enluminée et commune trahissaient l'usage habituel des boissons alcooliques. Sa bouche, naturellement entr'ouverte, laissait apercevoir une rangée de dents blanches qui avaient quelque chose de féroce. Or, cette féroce s'alliait si mal avec la placidité naïve du reste du visage, qu'il en résultait un effet de physionomie presque comique.

A son bras sautillait en marchant une petite femme brune, au regard vif, à l'air railleur, d'une distinction douteuse, dont la toilette éclatante illuminait subitement le vieux parc.

Tandis que les hommes échangeaient des poignées de mains et de présentations nouvelles, mes deux cousines

embrassaient cordialement la nouvelle arrivée, que je saluai avec un brin de sympathie, car l'on m'avait prévenu qu'elle était ma compatriote.

Il ne fallait pas la voir longtemps pour en être certain.

C'était bien une Parisienne, un peu gâtée, un peu étourdie, spirituelle et bonne, tête et cœur de favelette.

On le consultait pour la forme et il signait ce qu'on lui présentait : c'était tout. Il m'échappa une réflexion à ce sujet devant mon oncle. Celui-ci regarda autour de lui, vit que nous étions seuls, et dit avec un demi-sourire :

— Confier une affaire à un associé qui n'est jamais à jeun, allens donc !...

— Alors, pourquoi ne pas rompre cette association ? dis-je encore, emporté hors de mes habitudes de discrétion par l'étrangeté de ce que je voyais.

— Rompre avec un associé qui a un million dans notre bourse commune et deux millions dans la sienne propre ?... jamais !

Je m'inclinai. Cet homme vulgaire, peu estimable, dont la vie extérieure même n'offrait aucune dignité, régnait souverainement à Stoneim par la toute-puissance de l'or.

Sa femme avait dû terriblement souffrir au contact de cette nature répulsive et je la plaignais sincèrement, quand Hedwige m'arrêta net dans mes vellétés de commiseration.

— Notre chère Laurence, me dit-elle, est la meilleure créature du monde ; il

lui manque toutefois la profondeur des sentiments. Elle s'est mariée très-jeune, sans fortune, avec le désir d'être riche et de jouir des douceurs permises à la richesse. Elle n'a rien voulu voir au-delà. Que son mari fût peu intelligent par nature, ou dégradé par des habitudes déplorables, elle l'acceptait alors par insouciance ; elle l'a supporté depuis par faiblesse. Lutter contre M. Liemann serait contrister sa vie sans obtenir grand résultat, du reste. Elle préfère donc fermer les yeux. Les rigoristes la trouvent blâmable ; les philosophes la trouvent intelligente.

— Elle est peut-être simplement résignée, dit Wilhelmine en intervenant avec son indulgent douceur.

— La résignation ne se couronne pas de fleurs, insista Hedwige ; dites plutôt que Laurence doit à son éducation et à sa légèreté naturelle le privilège de ne plus s'émouvoir de ce qui nous choque si fort.

Malgré moi, j'en voulais presque à cette jeune femme de ne pas mieux faire respecter son mari, en dissimulant avec plus d'art, les excès auxquels il succombait quotidiennement.

Mais, soit qu'elle eût vainement essayé, soit qu'elle n'eût pas en elle l'énergie nécessaire, Mme Liemann prenait son triste mariage en patience, riant faux, parfois, et riant quand même, toujours.

Cette légèreté m'attirait peu, quoi qu'elle se fit pardonner par une amabi-

lité charmante, tandis que mon titre de compatriote semblait me concilier les gracieuses attentions de la jeune femme. Elle voulait me distraire, disait-elle, des idées noires qui poussaient à Stoneim, comme les fleurs naturelles de ce parc ensemencé de tombes.

— Profane, lui dis-je un jour, vous savez bien que cette tombe, la seule, du reste, que renferme le parc dont vous dites tant de mal, est celle du fils aîné de Mme de Stoneim, et qu'il est bien légitime qu'elle engendre quelque tristesse.

Laurence devint plus sérieuse.

— C'était un cœur d'or que ce pauvre Franck, qui dort là-bas.

J'avais remarqué, depuis mon arrivée à Stoneim, que ce nom, que j'avais lu sur la tombe de marbre noir, n'était jamais prononcé, par égard, sans doute, pour la douleur de Mme de Stoneim.

Mes cousines, entre elles et moi, ne le prononçaient pas davantage, quoique je les eusse surprises près du monument dans l'attitude d'une douleur qui n'avait rien d'affecté.

Mon oncle seul m'avait fait, un jour, l'honneur de me dire avec bonhomie et en me frappant du doigt sur le front :

— Voilà un garçon qui, s'il continue, me remplacera bientôt notre pauvre Franck.

Hedwige, qui entendit cette parole, tressaillit et devint plus pâle encore. Elle était toujours, du reste, la glaciale statue du premier jour.

Lorsque Laurence Liemann me fournit enfin l'occasion de satisfaire ma curiosité, je la saisis avec joie, en la priant de m'expliquer enfin le mystère de cette tristesse muette qui semblait peser sur toute la famille et dont Franck était peut-être le mobile.

— Le mystère est bien simple, me répondit Mme Liemann. Et d'abord, la mort de Franck n'a pas laissé de traces bien profondes chez M. de Stoneim, dont il n'était que le beau-fils. La baronne, au contraire, s'est concentrée et comme engourdie dans ses regrets. Silencieuse d'ordinaire, elle est devenue cette femme muette et terre-à-terre, vrai type d'Allemagne riche, oisive et attristée. Vos deux cousines ont ressenti plus profondément cette perte, qui les a atteintes en plein cœur.

— Toutes deux ?

— Toutes deux. Quand la première baronne de Stoneim, votre tante, mourut il y a bien des années, Hedwige fut confiée à une parente, âgée et sceptique, qui éleva la jeune fille dans une indifférence religieuse absolue et dans des habitudes d'égoïsme inconscient qui effrayèrent le baron. Il était là déjà, à cette époque, des gouvernantes qui se succédaient auprès de Wilhelmine, avec des prétentions exagérées et des mérites négatifs.

Les deux sœurs entraient alors dans leur quinzième et dix-septième années. Il compta sur leur raison, sur leur obéissance, et leur apprit que bientôt,